



## Glyphosate: Capitulation devant le lobby agroindustriel



L'autorité compétente de l'UE recommande de prolonger l'homologation de ce produit en dépit d'indices parfaitement évidents montrant que l'herbicide total répondant au nom de glyphosate est cancérigène.

Illustration : [efsa.europa.eu](http://efsa.europa.eu)

**Le printemps dernier, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré le glyphosate produit « probablement cancérigène ». Malgré cela, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) entend maintenir l'autorisation de diffuser cet herbicide. Biorespect condamne cette décision et continue à réclamer une interdiction généralisée du glyphosate.**

L'OMS a classé le glyphosate comme produit « cancérigène probable » en mars 2015 ; la France tout au moins a réagi immédiatement : elle a interdit la vente de glyphosate dans tous les Garden-Centres dès partir de juin 2015. Les ministres allemands de la protection des consommateurs des Länder ont eux aussi exigé du gouvernement fédéral une interdiction d'utilisation des produits phytosanitaires contenant du glyphosate. Les Pays Bas envisagent quant à eux de l'interdire. La Suisse, par contre, a réagi timidement : en juillet, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) a déclaré que l'on pouvait continuer à considérer son utilisation en Suisse comme sans danger, en ajoutant toutefois vouloir soigneusement étudier la monographie de l'OMS sur le sujet, publiée en juillet dernier. Le cas échéant, il déclare vouloir prendre les mesures qui s'imposent.

**L'EFSA cède** Depuis, l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a également cédé à la pression de l'industrie des pesticides, recommandant de proroger l'autorisation du glyphosate. En effet, cette autorisation arrive à terme aux USA et en Europe, et l'interdiction entraînerait une baisse massive des recettes du géant de l'agroalimentaire Monsanto et de ses nombreux imitateurs. Le glyphosate est l'herbicide le plus employé au monde et il est actuellement fabriqué par près de 90 entreprises réparties dans 20 pays. Cette recommandation, si elle n'est pas tout à fait surprenante (l'EFSA est considérée comme étant proche des milieux industriels), n'en est pas moins parfaitement incompréhensible. Il semble que l'on hésite à s'en prendre au géant Monsanto.



Point de vue

Le secrétariat de biorespect assume  
Le glyphosate est-il cancérigène ? Probablement oui pour les uns, non pour les autres. Plus les organes ou organisations ont de liens avec le secteur agroindustriel et plus le non l'emporte, à moins que la raison en soit la simple ignorance du sujet. D'avoir la certitude absolue que le glyphosate provoque des cancers ? Au sein de notre population aussi ? Pourtant, un simple coup d'œil sur ce qui se passe en Amérique latine démontre amplement que l'utilisation à outrance de ce désherbant total entraîne des conséquences gravissimes pour les humains, pour les animaux et pour l'environnement dans son ensemble. L'association des médecins argentins exerçant dans les régions d'épandage (voir [www.reduas.com.ar](http://www.reduas.com.ar)) a par exemple recueilli pendant de nombreuses années des faits terrifiants illustrant les répercussions catastrophiques d'une exposition continue aux produits toxiques utilisés en agriculture : le taux de cancers des pays d'Amérique latine est un multiple du taux moyen et on y constate des morts subites inexplicables ainsi qu'une explosion des malformations. Dans la seule Argentine, le soja transgénique est cultivé sur 20 millions d'hectares. Et durant la seule année 2013, les monocultures installées en pleine zone d'habitat ont été aspergées de plus de 300 millions de litres de produits phytosanitaires toxiques. Le glyphosate est le produit phare d'entreprises comme Monsanto (fabricant à qui nous devons aussi entre autres le Napalm et l'Agent orange). Et ce sont les autres qui en subissent les conséquences. C'est pourquoi, une seule réaction s'impose : interdire le glyphosate, maintenant et partout.

**Gabriele Pichlhofer, Sociologue et collaboratrice scientifique de biorespect**

# Lettre circulaire

Feuille d'information  
de biorespect

(abonnement inclus  
dans la cotisation de membre)  
24<sup>ème</sup> année, no 158

Date: 11.12.2015  
Publication: 6 x par an

biorespect  
Murbacherstrasse 34  
Case postale 27  
4013 Bâle  
Tél. 061 692 01 01  
Fax 061 693 20 11

info@biorespect.ch  
www.biorespect.ch  
www.gen-test.info  
CCP 40-26264-8

biorespect  
Wir hinterfragen Biotechnik



## Des pommes cisgéniques à Reckenholz



**Les plantes dites cisgéniques sont elles aussi obtenues par génie génétique : les gènes y sont transplantés au sein de la même espèce, d'une variété de pommes à une autre.** Illustration : fotolia.com

Dès l'année prochaine, le site protégé de Zurich-Reckenholz, qui appartient à la station de recherche Agroscope, devrait accueillir un nouvel essai de dissémination : des chercheurs de l'EPFZ sont parvenus à transmettre par génie génétique un gène de résistance au feu bactérien d'un pommier sauvage à des pommiers de la variété « Gala ». Au mois d'octobre, Agroscope a déposé auprès de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) une demande pour des essais en terrain en ce sens. Rappelons qu'on teste actuellement à Reckenholz une variété de pommes de terre transgénique (voir AHA! 5/2015).

Les pommiers dits cisgéniques ont déjà été testés sous serre. L'essai en plein air doit confirmer leur résistance au feu bactérien en extérieur et d'analyser les éventuels effets de cette modification du patrimoine génétique sur les caractéristiques morphologiques et physiologiques, par exemple au niveau de la croissance.

biorespect demande une nouvelle fois à l'OFEV de ne plus autoriser de telles demandes de dissémination de plantes génétiquement manipulées, qui n'ont pas de sens. Les montants alloués à la recherche agronomique étant déjà très limités, il faut donner la priorité aux études visant à rendre l'agriculture plus écologique et à réaliser des obtentions végétales selon des méthodes tolérées par le peuple suisse.

**La CSEC exige des clarifications** Par contre, la proposition de l'EFSA d'augmenter la dose d'absorption maximale de glyphosate par l'être humain à 0,5 milligramme par kilo est incompréhensible. La valeur limite actuelle est fixée à 0,3 mg. La commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du Conseil national demande à présent que toute la lumière soit faite à ce propos : sa majorité s'inquiète sérieusement des effets du glyphosate sur la santé humaine et animale. La commission a donc demandé par postulat que le Conseil fédéral produise un rapport sur le sujet en y joignant des informations sur les résidus de glyphosate présents dans les aliments destinés tant aux humains et qu'aux animaux et des données relatives à l'utilisation de glyphosate en Suisse, de même que sur de potentiels produits de remplacement.

À l'heure qu'il est, la commission de l'UE ne s'est pas encore prononcée sur le renouvellement de l'autorisation, mais il faut s'attendre au pire. Biorespect exige depuis longtemps que l'usage du glyphosate soit prohibé. La recommandation de l'EFSA, indéfendable, ne peut pas faire illusion : le glyphosate est un produit dangereux, qui doit être retiré du marché le plus rapidement possible.

## La FDA autorise le saumon transgénique



**Les saumons transgéniques peuvent transmettre leurs gènes à leurs congénères des populations sauvages et contaminer ainsi leur patrimoine génétique.**

Illustration : fotolia.com

Cela se passait à la mi-novembre : après des années de discussions, l'Agence publique américaine de contrôle des aliments (FDA) vient en effet de décider d'autoriser un saumon OGM destiné à la consommation humaine. Considérant que ce poisson n'est pas moins sûr pour la santé que les saumons conventionnels, la FDA considère en outre qu'il ne sera donc pas nécessaire de le déclarer comme tel. Des manipulations génétiques ont permis de créer ce saumon OGM, qui a pour propriétés de grandir plus vite et d'atteindre une taille supérieure à celle de ses cousins sauvages.

De nombreuses organisations de consommateurs étatsuniennes ayant annoncé leur opposition, on ignore encore quand ce turbosaumon sera effectivement commercialisé. Pour sa part, biorespect se bat depuis longtemps contre les manipulations génétiques sur les animaux. Il est en effet éthiquement inadmissible que l'on modifie les animaux de manière aberrante selon notre simple fantaisie. Le cas des saumons OGM pose aussi un autre problème : on sait pertinemment que des poissons d'élevage s'échappent régulièrement des enclos flottants et il est impossible de prévoir les conséquences d'un mélange de gènes introduits par manipulation avec le patrimoine génétique des poissons de peuplements naturels.

Il ne reste qu'à espérer de pouvoir obtenir l'obligation de déclarer la provenance transgénique de ces saumons. C'est la seule possibilité qui restera aux consommateurs de boycotter le turbosaumon.